

Découvrez le dossier spécial New York sur [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr)

open skies

L'AVION UNIQUEMENT CLASSE AFFAIRES

Quelle organisation mondiale de la finance ?

Les pays du Sud aux côtés des Européens, par Swaminathan S. Anklesaria Aiyar

LE MONDE | 18.09.09 | 12h53

La mise en place d'une nouvelle architecture financière permettant un retour de la crise est - avec la lutte contre le protectionnisme et le combat contre le réchauffement climatique -, le dossier clef du prochain sommet du G20, fin septembre à Pittsburgh. Les pays européens se prononceront vraisemblablement en faveur de stricts garde-fous réglementaires, tandis que les Etats-Unis plaideront pour un régime financier plus souple autorisant les innovations. Le Sud se rangera aux côtés des Européens, convaincu comme eux que la plupart des innovations financières apparues au cours des dernières années visaient à contourner la réglementation et à échapper aux impôts, ainsi qu'à égarer les clients grâce à leur complexité et leur opacité. Le Sud manifeste une profonde aversion aux risques en matière d'innovation financière - il juge que les dangers potentiels sont bien plus grands que les bénéfices éventuels. C'est pourquoi il aura plus tendance à pécher par volonté excessive de réglementation que par manque de volonté.

Aujourd'hui l'Inde, par exemple, est un pays excessivement surréglementé, dans lequel le secteur bancaire est à 70 % public. Chaque banque doit détenir 25 % de ses fonds en obligations gouvernementales, placer 5 % de ses liquidités à la banque centrale et réserver 40 % du restant pour des prêts à des secteurs considérés comme prioritaires par le gouvernement comme l'agriculture, la petite industrie et les exportations. Ce système est infiniment plus régulé que tout ce que peuvent imaginer les Européens. L'Inde se targue d'avoir évité les excès du marché financier américain, mais son expérience prouve seulement que lorsqu'un système bancaire est pieds et poings liés, il ne lui reste pas assez de corde pour se pendre.

A Pittsburgh, l'Inde et d'autres pays du Sud appuieront les propositions européennes visant à limiter les rémunérations des banquiers, qui peuvent avoir des effets pervers en encourageant la prise de risques. Le directeur de la ICICI Bank, la plus grosse banque privée indienne, ne gagne que 250 000 euros par an, tandis que les responsables des banques publiques touchent beaucoup moins. Les rémunérations excessives ne sont donc pas un problème des pays du Sud.

La proposition de demander à toutes les banques de rédiger leur "testament de vie" - indiquant la marche à suivre pour leur liquidation en cas de nouvelle crise financière - ne peut que prêter à sourire en Inde, où les banques, publiques dans leur écrasante majorité, sont pratiquement immortelles. De toute façon, le Sud sait qu'a émergé un nouveau consensus mondial non écrit en vertu duquel on ne laissera sombrer aucun grand établissement financier à l'avenir - personne ne souhaite assister à la chute d'un nouveau Lehman Brothers. Aussi les "testaments de vie" procèdent-ils plus du théâtre politique que d'une volonté sérieuse de réglementation.

Le sommet du G20 devrait appeler à une action coordonnée afin d'abandonner les mesures de relance

massives qui ont entraîné dans le monde entier des déficits budgétaires record et une expansion du bilan des banques centrales. A Pittsburgh, l'Inde et les pays du Sud pourraient formellement adhérer à l'idée d'une sortie coordonnée, mais concrètement ils demanderont des modes de sortie qui tiennent compte des conditions et priorités nationales, lesquelles varient considérablement d'un pays à l'autre.

Aux Etats-Unis, au Japon et en Chine, les prix à la consommation sont actuellement en baisse de respectivement 2,1 %, 2,2 % et 1,8 %. Mais l'inflation est élevée en Inde (11,6 %), en Russie (11,6 %), en Egypte (9 %) et au Brésil (4,5 %). De nombreux pays du Sud s'inquiètent de l'inflation alors que beaucoup de pays du Nord craignent la déflation.

De même, le chômage est très faible dans certains pays (3 % en Norvège, 3,3 % à Singapour) alors qu'il est élevé dans d'autres (23 % en Afrique du Sud, 18,5 % en Espagne, 9,7 % aux Etats-Unis). La croissance du PIB au deuxième trimestre 2009 a été relativement forte dans certains pays (8,1 % en Chine, 6,1 % en Inde, 9,7 % en Corée), mais négative dans d'autres (- 1,0 % aux Etats-Unis, - 2,6 % en Grande-Bretagne, - 4,2 % en Espagne).

Lorsque la croissance, l'inflation et le chômage varient de façon aussi spectaculaire en fonction des différents pays, il n'est guère raisonnable de vouloir définir des stratégies de sortie coordonnées. A Pittsburgh, le Sud aura beau faire de vagues promesses de coordination et de coopération, certains de ses membres entreprendront de retirer leurs plans de relances budgétaire et monétaire bien avant que les Etats-Unis ou le Japon le fassent. Il est probable que le Sud s'engagera le premier dans cette voie, et que le Nord l'imitera beaucoup plus tard.

Le Sud sera d'accord avec le Nord sur la nécessité d'un contrôle renforcé de la part du FMI et du Conseil de stabilité financière afin d'éviter de futures crises. La Chine, l'Inde et le Brésil souligneront à nouveau avec fermeté la nécessité d'augmenter les quotas et les droits de vote du Sud au sein du FMI. Mais les Européens s'opposeront tout aussi fermement à la dilution de leurs propres droits de vote, de sorte que Pittsburgh pourrait ne déboucher que sur de vagues déclarations sur la nécessité de donner plus de poids au Sud.

Swaminathan S. Anklesaria Aiyar est chercheur au Cato Institute de Washington et conseiller éditorial de "The Economic Times", publié à New Delhi.

Article paru dans l'édition du 19.09.09

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
 » Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du
 » Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme » Le Post.fr groupe
 Télé

Le Monde

» Abonnez-vous au
 Monde à -60%
 » Le journal en
 kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui